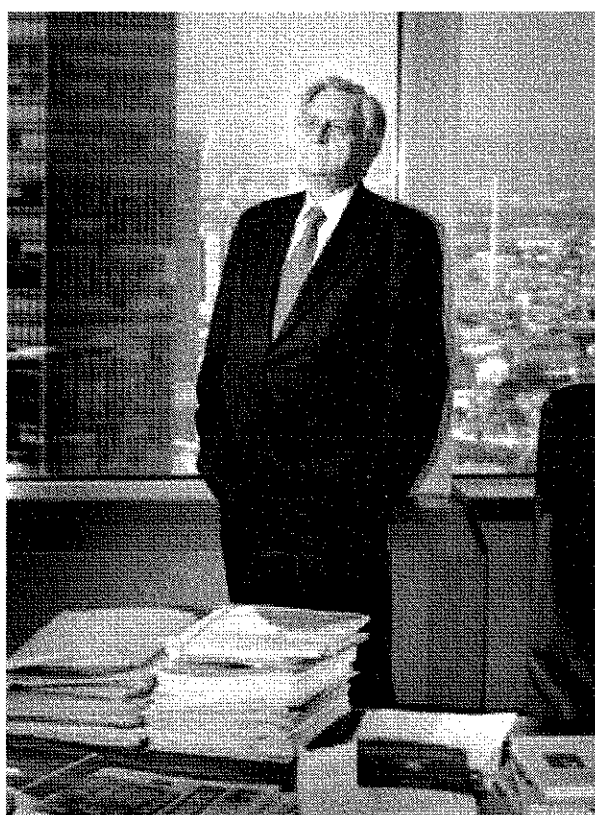


Actualités Challenges < Portraits 26.08.2010

Jean-claude Trichet, Président de la BCE

Aux yeux de nombreux dirigeants, il a sauvé l'euro. A un an de la fin de son mandat, l'heure n'est pas à la remise en question : le patron de la BCE puise dans la crise la justification de sa légendaire orthodoxie.



C'est l'été des bonnes nouvelles pour la zone euro. Les marchés sont calmés, les banques ont prouvé leur solidité par des stress-tests, et plus personne ne prédit la fin de l'euro. Pour Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, est bien l'artisan de ce retour à la normale. *“ C'est lui qui a sauvé l'euro. Il a fait ce qu'il fallait dans la tempête pour éviter l'explosion du système ”*, confie-t-il à Challenges. Et DSK d'ajouter : *“ La BCE est la seule institution européenne qui marche. En l'absence de gouvernement économique, elle prend de plus en plus de responsabilités. ”*

La prise de pouvoir a eu lieu le 7 mai 2010. Ce soir-là, dans l'immeuble du Conseil européen à Bruxelles, les seize chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro attendent Jean-Claude Trichet. Le président de la BCE arrive en urgence de Francfort en voiture. Après les atermoiements autour du sauvetage de la Grèce, les marchés financiers, qui ont perdu confiance, sont au bord de l'implosion. Alors, Trichet sort le grand jeu. En aparté, il sermonne le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel. Puis, devant l'ensemble des participants, il tient un discours cinglant, après avoir distribué ses graphiques démontrant l'explosion des taux d'intérêt, à plus de 20 % en Grèce.

Jean-Claude Trichet, oeil vif et teint blafard, se souvient de la scène, en termes policés : *“ J'ai transmis notre analyse sur la gravité de la situation et rappelé que ceci venait essentiellement de la double défaillance de certaines politiques budgétaires nationales d'une part et de la surveillance qui aurait dû être exercée par les autres gouvernements d'autre part. J'ai aussi rappelé que la BCE était totalement indépendante, que le Conseil des gouverneurs prendrait les décisions qu'il jugerait appropriées, et que la situation exigeait que les institutions européennes et les gouvernements prennent tous leurs responsabilités. ”*

Pouvoir renforcé

Le coup de gueule va payer. Dès le lendemain, les experts gouvernementaux se mettent au travail, en liaison avec Trichet qui suit les opérations depuis Bâle, en Suisse, où il se réunit avec les banquiers centraux. Lors d'une ultime conférence téléphonique jusqu'à 2 heures du matin, le 10 mai, un plan massif de sauvetage de l'euro est bouclé. Les Etats apportent 750 milliards d'euros et la BCE sort son arme nucléaire : elle s'engage à racheter toutes les obligations d'Etat, notamment les grecques, les espagnoles et les portugaises. *“ Pour rétablir la confiance, l'institution a accepté de devenir la poubelle des investisseurs ”*, résume Patrick Artus, l'économiste en chef de Natixis.

Les artisans de ce sauvetage confirment le rôle essentiel du patron de la banque des banques. *“ Il a su dépasser l'orthodoxie monétaire en prenant des mesures qui semblaient inconcevables ”*, témoigne Ramon Fernandez, le directeur du Trésor, qui a négocié le plan jour et nuit. *“ Il a dit aux chefs d'Etat que s'ils étaient intervenus plus tôt lors de la crise grecque, nous n'en serions pas là ”*, ajoute Xavier Musca, le conseiller économique de Nicolas Sarkozy. Un discours destiné notamment aux Allemands, qui ont traîné les pieds pour soutenir la Grèce.

Trichet, le sauveur ! A quatorze mois de la fin de son mandat à la tête de la BCE, il sort triomphant de cette épreuve, en dépit de l'opposition des “ faucons ” - hostiles à son “ laxisme ” -, notamment Axel Weber, le président de la Bundesbank, qui brigue sa succession. *“ Un banquier hardi ”*, titrait en juillet le *Financial Times*, en soulignant son influence croissante, bien au-delà de son rôle officiel de gardien de la stabilité des prix. Le pouvoir du banquier hardi s'est renforcé du fait de l'inertie de la Commission européenne qui, selon un conseiller de Nicolas Sarkozy, *“ a disparu corps et biens pendant la crise ”*. L'inspecteur des finances Jean-Claude Trichet, lors de sa nomination comme gouverneur de la Banque de France, avait été qualifié par *Le Nouvel Observateur* d’*“ homme le plus puissant de France ”*. Tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui qu'il est devenu, à 67 ans, l'homme le plus puissant d'Europe.

Cette ascension, il la doit à sa grande expérience des crises. *“ J'ai eu à faire face à des crises nombreuses, toutes menaçantes. Mais c'était la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale que nous affrontions une crise planétaire très grave frappant le centre du système, c'est-à-dire les principaux pays industrialisés ”*, décrypte-t-il.

A la direction du Trésor, alors âgé de 34 ans, il dirige le Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles, qui gère les premiers coups de boutoir de la mondialisation (Manufrance, Lip). *“ Il a très vite appris à organiser l'accord de toutes les parties prenantes sur une solution, ce qui est indispensable pour sauver une entreprise en difficulté ”*, témoigne Michel Pébereau, le président de BNP Paribas. Puis le pompier Trichet s'occupe des pays en développement surendettés, en présidant le Club de Paris, qui rassemble les créanciers publics. *“ Il aimait passer des nuits à restructurer les dettes des Etats ”*, se souvient Olivier Garnier, le chef économiste de la Société générale. Cette passion pour les situations d'urgence, il va l'assouvir lors des attaques spéculatives contre le franc au début des années 1990. *“ Il nous convoquait à minuit dans son bureau. On discutait des heures pour essayer de trouver la parade ”*, raconte Xavier Musca, qui faisait partie, au Trésor, de la “ bande à Trichet ”.

Réactif et pointilleux

Par son expérience, le patron de la BCE a appris à manoeuvrer au millimètre dans la tempête. D'abord, en réagissant très vite. Lors de la première crise des *subprimes*, le 9 août 2007, il organise une conférence téléphonique en urgence, depuis sa maison de vacances de Saint-Malo, avec les autres membres du conseil de la BCE. Un peu plus de deux heures après, il décide d'accorder une ligne de crédit illimitée aux banques, évitant - déjà - une asphyxie du système. *“ Au sein du conseil, tous n'ont pas le même sens de l'urgence. Lui, il sait vraiment quand il faut agir ”*, témoigne Bini Smaghi, qui siège au directoire de la BCE.

Cette lucidité, il l'a acquise en se plongeant dans les détails techniques de son job de base : piloter la politique monétaire. Dans son bureau où les dossiers s'entassent, au 35^e étage de l'immeuble de la BCE, Trichet multiplie les réunions avec les conjoncturistes. Et il les bombarde de questions techniques, à la façon d'un ingénieur, sa première formation à l'Ecole des mines de Nancy. *“ Avec lui, les réunions n'en finissent jamais. Il a un goût très prononcé du détail ”*, raconte Bini Smaghi. Régulièrement, il appelle les spécialistes de la salle de marché, qui voient s'afficher le numéro spécial du président. Du coup, avec un tel bagage technique, Trichet n'hésite pas à prendre des mesures révolutionnaires si la situation l'exige. *“ Il est très libre d'esprit et ce n'est pas du tout un personnage conventionnel ”*, rapporte le consultant Alain Minc, un ami de trente ans.

Accusé de dogmatisme

Cette image flatteuse du banquier pragmatique et dépourvu d'idéologie n'a rien à voir avec celle qui lui colle à la peau. En France, il est toujours l'ayatollah du franc fort, puis de l'euro fort. Depuis plus de vingt ans, il défend bec et ongles la même politique de “ désinflation compétitive ” - qu'il a inventée au sein d'un groupe de hauts fonctionnaires dans les années 1980 -, centrée sur la lutte contre l'inflation, l'équilibre des finances publiques et l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Et en deux décennies, il a encaissé les attaques de presque toute la classe politique - Jacques Chirac, Michel Rocard ou Nicolas Sarkozy - qui l'a souvent considéré comme un dangereux idéologue. En l'accusant d'étouffer la croissance à cause de sa phobie de l'inflation.

Alors, après le cataclysme qui a secoué l'économie mondiale, le professeur Trichet a-t-il changé ? Ce moine-soldat, qui martèle ses certitudes en distribuant ses inévitables graphiques à ses interlocuteurs, a-t-il des doutes aujourd'hui ? Pas le moins du monde. *“ Je pense que ce qui vient de se passer confirme combien il est important de mener des politiques de sagesse monétaire et budgétaire et de modération des coûts dans l'économie ”*, assène-t-il. Et il brandit son catéchisme, un document de douze pages de Bercy, titré “ Dix ans de désinflation compétitive en France ”, qu'il a écrit en... 1992. *“ A la relecture, il me paraît tenir le coup. ”*

Alors, dogmatique, Trichet ? Ses amis le défendent. *“ C'est un remarquable vendeur d'idées. Et il fait preuve d'une grande opiniâtreté pour les soutenir ”*, souligne Xavier Musca. Mais certains économistes l'accusent d'être prisonnier de son idéologie. *“ Il a fait preuve d'autisme en refusant d'écouter les experts qui l'incitaient à s'attaquer à l'envolée du prix des actifs financiers ”*, se désole Dominique Plihon, président du conseil scientifique d'Attac et membre du Conseil d'analyse économique (CAE). *“ Il pensait que le maintien d'une inflation basse était suffisant pour assurer la stabilité du système ”*, ajoute Plihon, qui avait formulé ces critiques dans un rapport du CAE dès 2004. Face à ces reproches, Jean-Claude Trichet contre-attaque en exhumant la une du *Financial Times* du 29 janvier 2007, où il mettait en garde contre les risques des produits financiers sophistiqués, comme les dérivés. *“ Les investisseurs doivent se préparer à une baisse du prix des actifs ”*, avait-il averti. Pour ses opposants, c'était trop peu et trop tard.

Management monarchique

Puissant et sûr de lui, Jean-Claude Trichet a un côté moins flamboyant et moins connu : ses relations assez dégradées avec ses salariés. Car le président de la BCE est aussi un patron qui dirige 1 500 personnes dans le building ultrasécurisé de la Kaiserstrasse, à Francfort. Et pour cet ancien du PSU, que l'on surnommait Justix à l'ENA pour sa fibre sociale, cela se passe mal. Même si les salariés de la BCE ne sont pas à plaindre (77 000 euros de salaire annuel en moyenne), ils ont fait grève pour la première fois de leur histoire, le 3 juin 2009, pour s'opposer à une réforme qui va amputer leurs pensions de 20 %. Et au-delà de leurs revendications, ils dénoncent le style monarchique de Trichet, surnommé Louis XIV, voire le Tout-Puissant.

“ Il a créé une organisation hyper-centralisée. Ses directeurs n'ont aucune latitude pour prendre des décisions ”, déplore - sous couvert d'anonymat - un représentant des salariés. Le Trichet très courtois des conférences de presse et des dîners entre banquiers centraux peut se révéler despotique. *“ Je l'ai vu piquer une grosse colère, tapant sur la table et hurlant sur son interlocuteur ”*, témoigne un salarié.

Alors, surmené, Jean-Claude Trichet ? Sans doute. Pour décompresser, il écrit beaucoup, des centaines de pages d'une thèse toujours en chantier sur sa grande passion, la poésie. Et relit " *les textes inaltérables, qui relativisent le temps présent* ", dit-il, citant Mallarmé, Saint-John Perse, Rimbaud et Char. Le gardien de l'euro relit aussi Adam Smith, le père de l'économie libérale régulée par la fameuse " main invisible ". En fait de main invisible, c'est surtout celle de Jean-Claude Trichet qu'ont vue les marchés pendant la crise.

Thierry Fabre (envoyé spécial à Francfort)

40 ANS DE FINANCES

1942

Naissance à Lyon.

1971

Sortie de l'ENA, inspection générale des Finances.

1978

Conseiller industriel à l'Elysée.

1986

Directeur de cabinet du ministre des Finances Edouard Balladur.

1987

Directeur du Trésor.

1993

Gouverneur de la Banque de France.

2003

Président de la Banque centrale européenne.

Novembre 2011

Fin de mandat.

Ce qu'ils disent de lui

Alain Minc, président d'AM Conseil : " *En période normale, les Banques centrales sont en pilotage automatique. Lui a senti avant tout le monde que le système allait exploser et a donc repris le manche.* "

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI : " *Durant la tempête, il a pris des décisions qui ont pu paraître un peu "olé olé" aux banquiers centraux. Mais qui ont sauvé l'euro.* "

Dominique Plihon, président du conseil scientifique d'Attac : " *Son bilan est négatif. Sa politique monomaniaque de lutte contre l'inflation a contribué aux déséquilibres qui ont conduit à la crise de l'euro.* "

Wolfgang Hermann, secrétaire général d'Ipso, le syndicat de la BCE : " *Dans les relations sociales, il n'a pas respecté les standards européens, notamment dans la transparence et la négociation.* "

Michel Pébereau, président de BNP Paribas : " *Grâce à la qualité de sa gestion de la crise, la BCE est devenue un pilier essentiel de la confiance dans le système.* "

Daniel Gros, président du Centre for European Policy Studies (CEPS), *think tank* bruxellois : " *Il a pris trop de risques. Le rachat de la dette grecque est une erreur. La BCE, qui va en dehors de son champ de compétences, risque de le payer cher.* "



Jean-Claude Trichet s'en prend vertement aux agences de notation

Par Dépêche le 13/07/2010 - 09:49

Dans un entretien accordé au quotidien "Libération", le président de la Banque centrale européenne estime qu'il serait opportun de "mettre fin à l'oligopole" des trois agences de notation au rôle contesté dans la crise financière.

AFP - Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, s'en prend à "l'oligopole" des trois agences de notation mondiales, dans un entretien paru mardi, en plein débat sur la création d'une agence européenne.

"Il est probablement opportun de ne pas continuer d'avoir un oligopole mondial de trois agences", a-t-il affirmé au quotidien Libération, sans évoquer directement l'hypothèse d'une structure strictement européenne.

Les trois grandes agences anglo-saxonnes --Fitch, Standard and Poor's, Moody's-- ont été vivement critiquées depuis le début de la crise financière en 2007, et encore très récemment avec les attaques sur les obligations de certains Etats de la zone euro, dont la Grèce.

"Les agences de notation en général ont tendance à amplifier les mouvements à la hausse ou à la baisse des marchés financiers. (...) Ceci va à l'encontre de la stabilité financière", selon M. Trichet.

Ces derniers mois, plusieurs responsables européens s'en sont déjà pris aux agences. Le commissaire européen chargé des services financiers, Michel Barnier, a d'ailleurs relancé début mai l'idée de créer une agence européenne, notamment pour évaluer la dette des Etats.

Le chef de file des ministres des Finances de la zone euro Jean-Claude Juncker y est lui aussi favorable. De même que l'Allemagne et la France. Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a ainsi récemment déclaré que l'Allemagne allait "travailler en collaboration avec la France" pour parvenir au niveau européen à "un éclatement de l'oligopole des trois grandes agences".

URL Source: <http://www.france24.com/fr/20100713-jean-claude-trichet-agences-notation-crise-critique-liberation-bce-fitch-standard-and-poors-moodys>

TRICHET ACCUSE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Le président de la BCE estime que les deux pays ont ouvert la voie à la crise de la zone euro dès 2004 en rompant avec le Pacte de stabilité.



La France et l'Allemagne ont ouvert la voie à la crise en zone euro avec la "rupture du Pacte de stabilité en 2004", a estimé le président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet, dans une interview publiée dimanche 20 juin. "J'aurais aimé que l'opinion publique allemande réagisse avec la même colère contre la rupture du Pacte de stabilité en 2004 que celle manifestée contre notre décision d'acheter des obligations d'Etat" de pays européens en difficulté budgétaire, a dit Jean-Claude Trichet au journal Welt am Sonntag (WamS).

A l'époque, l'Allemagne et la France ont particulièrement péché, a estimé le président de la BCE, en allusion au fait qu'elles ont fait pression pour obtenir un assouplissement des critères du Pacte, qui a finalement été révisé.

Justifiant de nouveau l'achat par la BCE d'obligations publiques de pays en difficulté -"la situation était trop dramatique, l'Europe était l'épicentre de la crise-, Jean-Claude Trichet a exclu que la Grèce, l'Espagne ou le Portugal échouent à rembourser leur dette: "Nous ne permettrons pas cela", a-t-il dit. "Nous n'avons pas créé le Traité de Maastricht dans l'esprit de faire un jour marche arrière", a-t-il ajouté.

"Les banques auraient toutes disparu si nous ne les avions sauvées".

Il a aussi condamné l'attitude des banques après la crise financière. "Elles auraient toutes disparues si nous ne les avions pas sauvées", c'est pourquoi il est incompréhensible que les banquiers aient cru pouvoir continuer à agir comme avant la faillite en 2008 de la banque américaine Lehman Brothers, qui avait précipité la crise financière mondiale, selon Jean-Claude Trichet.

Indemnités et bonus excessifs, comme les bénéfices déconnectés de l'économie réelle, sont "incompatibles avec nos valeurs fondamentales existantes", a-t-il jugé.

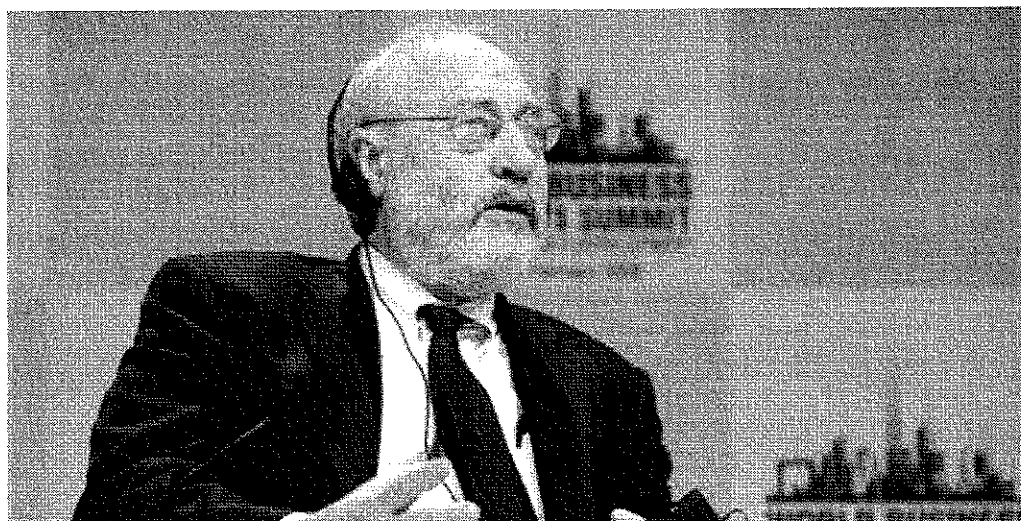
Les Européens se sont mis d'accord jeudi sur une taxation des banques pour leur faire payer une partie de la facture de la crise et entendent promouvoir au prochain G20 des 26 et 27 juin à Toronto, un autre prélèvement, visant les transactions sur les marchés financiers.

(Challenges.fr, avec AFP) 21-06-2010

Le Monde.fr

Joseph Stiglitz : "L'austérité mène au désastre"

Le Monde | 22.05.10 | 13h12 • Mis à jour le 26.05.10 | 10h36



**Le professeur Joseph E. Stiglitz, chercheur associé à l'OFCE, Prix Nobel d'économie.
AFP/PIERRE VERDY**

Joseph Stiglitz, 67 ans, Prix Nobel d'économie en 2001, ex-conseiller économique du président Bill Clinton (1995-1997) et ex-chef économiste de la Banque mondiale (1997-2000), est connu pour ses positions critiques sur les grandes institutions financières internationales, la pensée unique sur la mondialisation et le monétarisme. Il livre au *Monde* son analyse de la crise de l'euro.

Vous avez récemment dit que l'euro n'avait pas d'avenir sans réforme majeure. Qu'entendez-vous par là ?

L'Europe va dans la mauvaise direction. En adoptant la monnaie unique, les pays membres de la zone euro ont renoncé à deux instruments de politique économique : le taux de change et les taux d'intérêt. Il fallait donc trouver autre chose qui leur permette de s'adapter à la conjoncture si nécessaire. D'autant que Bruxelles n'a pas été assez loin en matière de régulation des marchés, jugeant que ces derniers étaient omnipotents. Mais l'Union européenne (UE) n'a rien prévu dans ce sens.

Et aujourd'hui, elle veut un plan coordonné d'austérité. Si elle continue dans cette voie-là, elle court au désastre. Nous savons, depuis la Grande Dépression des années 1930, que ce n'est pas ce qu'il faut faire.

Que devrait faire l'Europe ?

Il y a plusieurs possibilités. Elle pourrait par exemple créer un fonds de solidarité pour la stabilité, comme elle a créé un fonds de solidarité pour les nouveaux entrants. Ce fonds, qui serait alimenté dans des temps économiques plus cléments, permettrait d'aider les pays qui ont des problèmes quand ceux-ci surgissent.

L'Europe a besoin de solidarité, d'empathie. Pas d'une austérité qui va faire bondir le chômage et amener la dépression. Aux Etats-Unis, quand un Etat est en difficulté, tous les autres se sentent concernés. Nous sommes tous dans le même bateau. C'est d'abord et avant tout le manque de solidarité qui menace la viabilité du projet européen.

Vous prônez une sorte de fédéralisme ?

Oui. De cohésion. Le problème, c'est que les Etats membres de l'UE n'ont pas tous les mêmes croyances en termes de théorie économique. Nicolas Sarkozy a eu raison de faire pression sur (*la chancelière allemande*) Angela Merkel pour la forcer à payer pour la Grèce. Nombreux sont ceux qui, en Allemagne, s'en remettent totalement aux marchés. Dans leur logique, les pays qui vont mal sont responsables et doivent donc se débrouiller.

Ce n'est pas le cas ?

Non. Le déficit structurel grec est inférieur à 4 %. Bien sûr, le gouvernement précédent, aidé par Goldman Sachs, a sa part de responsabilité. Mais c'est d'abord et avant tout la crise mondiale, la conjoncture, qui a provoqué cette situation.

Quant à l'Espagne, elle était excédentaire avant la crise et ne peut être accusée d'avoir manqué de discipline. Bien sûr, l'Espagne aurait dû être plus prudente et empêcher la formation de la bulle immobilière. Mais, en quelque sorte, c'est l'euro qui a permis ça, en lui procurant des taux d'intérêt plus bas que ceux auxquels Madrid aurait eu accès sans la monnaie unique. Aujourd'hui, ces pays ne s'en sortiront que si la croissance européenne revient. C'est pour cela qu'il faut soutenir l'économie en investissant et non en la bridant par des plans de rigueur.

La baisse de l'euro serait donc une bonne chose ?

C'est la meilleure chose qui puisse arriver à l'Europe. C'est à la France, et plus encore à l'Allemagne qu'elle profitera le plus. Mais la Grèce et l'Espagne, pour qui le tourisme est une source de revenus importante, en seront également bénéficiaires.

M^{me} Merkel, pourtant, sait que la solidarité peut être importante. Sans cela, il n'y aurait pas eu de réunification allemande.

Oui. Mais, justement, il a fallu plus de dix ans à l'Allemagne pour absorber la réunification. Et d'une certaine manière, je pense que les ex-Allemands de l'Ouest estiment qu'ils ont déjà payé un prix élevé pour la solidarité européenne.

Pensez-vous que la viabilité de l'euro soit menacée ?

J'espère que non. Il est tout à fait possible d'éviter que la monnaie unique ne périclite. Mais si on continue comme ça, rien n'est exclu. Même si je pense que le scénario le plus probable est celui du défaut de paiement. Le taux de chômage des jeunes en Grèce s'approche de 30 %. En Espagne, il dépasse 44 %. Imaginez les émeutes s'il monte à 50 % ou 60 %. Il y a un moment où Athènes, Madrid ou Lisbonne se posera sérieusement la question de savoir s'il a intérêt à poursuivre le plan que lui ont imposé le Fonds monétaire international (FMI) et Bruxelles. Et s'il n'a pas intérêt à redevenir maître de sa politique monétaire.

Rappelez-vous ce qui s'est passé en Argentine. Le peso était attaché au dollar par un taux de change fixe. On pensait que Buenos Aires ne romprait pas le lien, que le coût en serait trop important. Les Argentins l'ont fait, ils ont dévalué, ça a été le chaos comme prévu. Mais, en fin de compte, ils en ont largement profité. Depuis six ans, l'Argentine croît à un rythme de 8,5 % par an. Et aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'elle a eu raison.

Propos recueillis par Virginie Malingre
Article paru dans l'édition du 23.05.10



“ Il faut un plan anti-catastrophe ”

Paru dans **Le Nouvel Observateur** - 20 mai 2010

Le président de PlaNet Finance, qui publie aux éditions Fayard “ Tous ruinés dans dix ans? ”, décrypte la crise de la dette et la panique sur l'euro.

Le Nouvel Observateur. A vous lire, le “ duel mortel ” entre les marchés et les Etats était inévitable. Que veulent les marchés?

Jacques Attali. – Il y a deux composantes dans les marchés. La première, ce sont les gens qui prêtent de l'argent, et qui vérifient à tout moment qu'on peut les rembourser. Ils “spéculent” sur la capacité à payer. C'est légitime. S'ils ont un doute, cela tourne très vite au duel de western. La seconde, ce sont les gens de marché qui font des paris à la hausse ou à la baisse sur une devise, une Bourse. C'est du casino et cela devrait être interdit à l'échelle mondiale.

N. O. – Comment expliquer que leur duel contre la Grèce se soit élargi si vite à l'euro?

J. Attali. – Il faut revenir sur l'histoire de la dette et de ses nombreuses crises. Je raconte dans mon livre le dîner du 20 juin 1790, à New York, entre trois des principaux dirigeants de la nouvelle Amérique, Hamilton, Jefferson et Madison. Le premier voulait émettre des emprunts fédéraux pour refinancer les dettes de guerre des Etats, les deux autres y étaient op-posés, mais voulaient une capitale en terrain neutre. Ils ont fait un compromis et Washington est né. C'est ce dîner – et les hommes d'Etat qui l'ont fait – qui manque à l'Europe. Il lui faut une vraie capitale, un vrai budget et un Trésorier Européen. On a trop traîné.

N. O.- Les Européens ont pourtant réagi en annonçant un plan de solidarité de 750 milliards d'euros. Pourquoi la confiance n'est-elle pas revenue?

J. Attali. – C'était une réponse absurde. Si votre banque vous dit soit vous me remboursez demain, soit je vous envoie l'huissier, que faites-vous ? Vous allez demander à des copains de vous faire des lettres de garantie. Cela calme votre banquier quelques jours, mais quand il comprend que ces garanties ne sont pas plus solides que vous, il revient à la charge. Eh bien! c'est la même chose avec le plan européen. Qui croit que la Pologne va financer le Portugal? Qui croit que le FMI va apporter l'argent, alors qu'il n'en a pas le droit sans définir pays par pays un programme d'austérité? Qui croit que la BCE va vraiment faire marcher la planche à billets? Jean-Claude Trichet n'a pas l'intention de l'utiliser autrement qu'à dose homéopathique, pour faire face à un problème de liquidité bancaire temporaire! On fait de la cavalerie sans rien régler.

N. O. Quel problème l'Europe doit-elle résoudre ?

J. Attali. – C'est très simple : l'Occident vieillit, se fatigue, ne veut plus travailler. Pour maintenir son niveau de vie, il s'endette. Puis un jour, poliment, on lui demande de dire comment il compte rembourser. Il doit donc annoncer son plan. L'histoire enseigne qu'il n'y a que huit moyens de s'en sortir: baisser les dépenses, augmenter les recettes, baisser les taux d'intérêt, faire de l'inflation, rééchelonner sa dette, demander une aide extérieure, décréter un moratoire, faire de la croissance ... ou une guerre. Nous devons tout faire pour nous en sortir par la croissance.

N. O. – Pour l’instant, on prend plutôt le chemin de la rigueur, qui ne rime guère avec croissance. Peut-on concilier les deux?

J. Attali. – Il ne faut pas que la rigueur nuise aux dépenses qui accélèrent la croissance. Il y a une bonne et une mauvaise dette. Il faut se donner les moyens de les distinguer et dire la vérité. La dette française, au total, c’est 575% des recettes fiscales. Les intérêts pèsent déjà presque un tiers de ces recettes chaque année! Or quand la charge de la dette atteint 50% des recettes fiscales, on sait qu’un Etat est mort, sans marge de manœuvre. Si on s’y met tout de suite et que l’on coupe les dépenses de 50 milliards, nous pouvons nous en sortir. Il faut plus qu’un plan de rigueur. Il faut un plan anti-catastrophe !

N. O. – Entre faillite et rigueur, y a-t-il une troisième voie?

J. Attali. – L’autre option, c’est d’avoir une vraie réaction européenne, de créer une agence européenne du Trésor, qui émettrait des emprunts à la place des Etats et leur donnerait une bouffée d’oxygène pour réorganiser leurs finances. Cela laisserait le temps de mettre en place un vrai plan de retour à l’équilibre, avec une gouvernance européenne. Si un pays ne suivait pas la trajectoire convenue, c’est la Commission qui prendrait les commandes. De manière automatique.

N. O. – Automatique! Les Etats ne sont même pas prêts à présenter pour avis leur projet de budget à Bruxelles ...

J. Attali. – Pourquoi refusent-ils? Parce que tout le monde ment dans son budget! Mais il faut arrêter. Et réagir de manière unie. Sinon l’Europe perdra son rang. Cela a commencé. A mon sens, le G20 est une manière discrète de passer du G7 au G2 : Chine – Etats-Unis.

Propos recueillis par SOPHIE FAY



PARIS MATCH 10-05-10

Pour Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand et fondateur de la Berd, l'Europe a besoin d'un ministre des Finances communautaire

Une interview avec Elisabeth Chavelet et Marie-Pierre Gröndahl - Paris Match

Paris Match. Trois morts en Grèce, l'euro qui -s'enfonce, l'Union européenne en crise, les déficits qui -explosent... Comment jugez-vous la situation ?

Jacques Attali. Elle est dramatique. Mais le pire, c'est qu'elle était prévisible et prévue. Le schéma d'ensemble est très simple à comprendre : le monde a connu une croissance exceptionnelle jusqu'à il y a trente ans. Mais l'Occident, fatigué, en perte de vitesse démographique, a, lui, cessé de croître. Sans pour autant accepter de baisser son niveau de vie, conséquence de cette perte de vitalité. Il a donc emprunté. Au Japon, aux Etats-Unis, en Europe, les Etats ont multiplié les dettes, publiques et privées. Pour bien marquer la différence d'ampleur avec la crise de 1929, il suffit de rappeler deux chiffres. En 2007, la dette américaine, publique et privée, représentait 350 % du PIB, contre "seulement" 250 % en 1929. Ce cycle ne pouvait durer. Il s'est arrêté brutalement à l'été 2007, quand les banques ont réalisé que de très nombreux emprunts privés américains ne valaient plus rien.

Les décisions prises entre le 7 et le 9 mai à Bruxelles par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro vont-elles dans le bon sens ?

Elles sont habiles et bienvenues. Le week-end dernier, l'Europe a fait davantage de progrès en deux jours qu'en dix ans. Créer un fonds européen qui puisse emprunter, c'est se doter d'un instrument indispensable dans la crise que nous vivons. Il est regrettable que les Européens en soient toujours réduits à mener la bataille d'avant. Ces mesures auraient été décidées il y a six mois, la crise grecque n'aurait pas éclaté. Aujourd'hui, il est probable qu'elles ne suffiront pas. D'autant qu'il faut trouver des moyens de contraindre les pays très endettés à réduire leur dette.

D'où est venue l'explosion ?

Après la faillite de Lehman Brothers, en septembre 2008, la dette privée a été transférée vers les Etats, donc vers les contribuables. Devenue publique, elle a continué d'augmenter, inexorablement. On emprunte, on emprunte... Depuis le déclenchement de la crise financière, les G20 successifs n'ont servi à rien. Ce sont des "G vains", l'équivalent d'une réunion d'Alcooliques anonymes dans un bar à vins ! Normes comptables, agences de notation, hedge funds, rien n'a été fait en dix-huit mois, sauf peut-être sur quelques paradis fiscaux européens dont le rôle dans la crise était négligeable. La Grèce a allumé la mèche de la dette publique, comme Lehman celle de la dette privée, mais ses difficultés crevaient les yeux depuis longtemps. Il faut souligner l'hypocrisie générale : la Grèce dispose d'un des budgets militaires les plus élevés au monde, mais personne n'a exigé sa diminution dans le plan de rigueur proposé. Et pour cause ! Beaucoup d'autres pays lui vendent des armes et n'ont aucune envie de se passer d'un client aussi important.

Pourquoi les agences de notation financières n'ont-elles dégradé la note grecque que récemment ?

Les agences ne sont rien d'autre que des arbitres de football payés par les équipes les plus riches ! Il faudrait en créer qui soient réellement indépendantes de leurs clients.

Après une semaine de panique européenne et mondiale, que va-t-il se passer ?

Nous approchons de l'heure de vérité. Si le plan décidé dimanche ne suffit pas, comme je le crains, il faudra d'autres solutions. A l'exception d'un moratoire, c'est-à-dire un rééchelonnement de la dette, utilisé dans les années 30 avec les conséquences que l'on sait (et qui ruinerait l'ensemble des épargnants), sept solutions sont possibles pour affronter cette crise. Baisser les dépenses publiques (la rigueur), augmenter les impôts, baisser les taux d'intérêt (déjà très bas, donc impossible), trouver un Etat ou une institution capable de payer pour les autres, favoriser l'inflation, déclencher une guerre (comme par le passé dans des circonstances similaires). Reste la dernière : la croissance. C'est la seule option sérieuse. En attendant qu'elle soit possible, il faut se donner du temps. Et pour cela, au-delà du plan actuel, créer d'urgence des bons du Trésor européens. L'Europe, en tant que telle, n'a pas de dettes aujourd'hui. Elle peut donc emprunter des sommes colossales, 1 000 milliards d'euros demain matin, si on le décidait... Ce qui rassurerait les marchés sur ses capacités à résister à la crise. L'Union européenne a déjà eu recours à des plans d'urgence pour se porter à la rescousse de la Hongrie ou de la Lettonie. Rien n'interdit, au contraire, de mettre en œuvre rapidement ce genre de mesures pour les Etats membres de la zone euro. Et si l'Allemagne proteste, en affirmant que ces mesures sont en contradiction avec sa Constitution, ce n'est pas grave. Le temps que les sages de la Cour de Karlsruhe statuent, deux ans plus tard, on aura agi. C'est bien ce qui vient d'être décidé, mais avec des mécanismes trop complexes et pour des montants très faibles, qui pourraient malheureusement être insuffisants : 750 milliards d'euros, c'est seulement le quart de la dette du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de l'Irlande.

Sinon ?

Tout s'effondrera. L'euro disparaîtra. L'unique parade réside dans une politique fiscale et budgétaire et une capacité d'emprunt communes aux 27 pays de l'UE. C'était d'ailleurs le choix retenu par les pères fondateurs des Etats-Unis en 1790 : un Etat fédéral, capable d'assumer les dettes des différents Etats membres de l'Union.

La chancelière Angela Merkel a beaucoup tergiversé dans la gestion de cette crise. L'Allemagne a-t-elle une responsabilité dans l'embrasement de ces dernières semaines ?

Sans aucun doute. Angela Merkel a adopté la pire des stratégies : dire non et faire oui. Le guide d'un chef d'Etat ne peut pas, ne doit pas, être son opinion publique. La responsabilité de l'Allemagne, dont François Mitterrand craignait qu'elle ne redevienne "prussienne" après la réunification, s'avère écrasante. Si elle avait accepté voilà plusieurs mois de prêter à la Grèce, de créer un Fonds monétaire européen et de lancer des bons du Trésor de l'UE, cette crise n'aurait pas eu lieu. Décider trop tard, c'est aussi tragique que ne pas décider. Il faudra bien, à un moment donné, dire publiquement ce qu'on pense du rôle joué par l'Allemagne dans cette crise.

Mais les "spéculateurs" n'ont-ils pas aussi leur part de responsabilité ?

Si l'on veut éviter d'avoir des problèmes avec les marchés, il ne faut rien avoir à leur demander. Donc, ne pas emprunter... Pour le reste, il faut distinguer les investisseurs qui souhaitent seulement s'assurer qu'ils seront remboursés, une attitude tout à fait légitime, de ceux qui s'enrichissent en pariant sur un effondrement. Il faudrait interdire aux seconds d'exercer leur coupable activité.

Le Japon et les Etats-Unis accusent également un endettement gigantesque. Pourquoi ne sont-ils pas pénalisés autant que l'Europe ?

Le Japon souffre effectivement d'une situation difficile, une dette proportionnellement double de celle de l'Europe, mais ce pays a les moyens financiers d'y faire face seul. A condition toutefois de prendre les mesures nécessaires. Quant aux Etats-Unis, ils conservent un extraordinaire dynamisme et une telle crédibilité qu'ils peuvent continuer à recevoir l'argent des autres nations. L'Europe, elle, est la grande victime de la crise : peu d'épargne, beaucoup de déficits et de dettes, pas d'unité politique. Elle a besoin d'un ministre des Finances européen, avec une agence européenne du Trésor. Ce plan existe, il a même été étudié en détail ; il vient d'être appliqué en partie... Cette crise, comme d'autres avant elle, peut se révéler finalement une chance pour l'Europe. Mais si l'on continue d'agir trop peu et trop tard, l'euro s'effondrera, les pays "riches" de la zone, l'Allemagne et les Pays-Bas, s'en iront. Et les peuples penseront qu'ils sont gouvernés par des clowns.

La Banque centrale européenne, très critiquée ces derniers jours, remplit-elle sa mission ?

La BCE joue au mieux. Elle est là pour défendre la monnaie. Rien d'autre. C'est à l'Union européenne d'emprunter, pas à la BCE. Si on la forçait à prêter directement aux Etats, ce serait une horreur. Elle accumulerait dans ses actifs des engagements sans valeur. Jusqu'ici, Jean-Claude Trichet, son président, a tout fait pour protéger l'euro. On serait passé de la dette privée à la dette publique et de la dette publique à la planche à billets... Ce serait une catastrophe pour la monnaie unique, que les Anglo-Saxons rêveraient de voir détruite.

Le terme "rigueur" reste tabou en France. Le plan d'économies présenté par François Fillon est-il suffisant ?

En France, ce ne sont pas 5 milliards d'euros – dont parle le Premier ministre – qu'il faut trouver, mais 50 milliards en trois ans ! Un montant aussi énorme ne peut uniquement reposer sur des économies budgétaires, qui doivent être d'une tout autre ampleur que celles qui viennent d'être décidées. Une hausse des impôts, notamment de la TVA, ainsi qu'une réduction du bouclier fiscal, est donc inévitable. Mais le danger serait de concentrer la rigueur sur les investissements pour maintenir des subventions. Le Canada, il y a une quinzaine d'années, a réussi à diminuer ses dépenses de 20 % sur ordre du Premier ministre de l'époque, Jean Chrétien, qui a même congédié de son gouvernement deux ministres récalcitrants. Cet exemple prouve qu'on peut réduire les déficits publics, à condition d'en avoir la volonté. Ce que je crains, c'est que nous ayons, dans ces temps difficiles, des hommes politiques aussi peu courageux et peu visionnaires que dans les années 30.